

pièce 14 du DAO d'un montant de : **Deux Millions (2 000 000) FCFA**, assortie du récépissé de consignation (CDEC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. *L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.* Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Ministère de l'Eau et de l'Energie, aux heures et jours ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3ème étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N°3T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 23 00 13, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Ministère de l'Eau et de l'Energie.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être obtenue au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3ème étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N°3T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 23 00 13 dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de Cent Cinquante Mille (150 000) Francs CFA, payable au Trésor Public.

Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète. (B.P., Fax, e-mail, Téléphone, etc.).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

La soumission étant en ligne, l'offre rédigée en français ou en anglais, devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 09 Mars 2016 à 10 heures précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité de l'offre

Une offre recevable doit être remise sous pli scellé dans une.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- L'offre portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- L'offre parvenue postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.



- L'offre non-conforme au mode de soumission.
- L'offre sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 03 AOUT 2026 à 11 heures par la Commission de Passation des Marchés du Ministère de l'Eau et de l'Energie à Yaoundé-Mvog Ada, nouveau bâtiment annexe.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture de l'offre, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

- ✓ L'absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture de l'offre ;
- ✓ L'absence ou non-conformité d'une copie du récépissé de consignation de la caution de soumission délivré par la CDEC ;
- ✓ La non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- ✓ L'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- ✓ La fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- ✓ La note technique inférieure à 70% de Oui soit 10/15 OUI ;
- ✓ L'Absence de la capacité financière supérieure ou égale à :
Soixante Trois Millions (63 000 000) FCFA
- ✓ L'attestation sur l'honneur de préfinancer les travaux à 30% de la soumission ;
- ✓ L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- ✓ L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- Les CCAP et CCTP paraphés sur chaque page signés et datés assortis de la mention « lu et approuvé ».
- L'Attestation de catégorisation.



15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- La présentation de l'offre ;
- Les références du soumissionnaire ;
- La qualification et l'expérience du personnel
- Les moyens logistiques
- La méthodologie
- Le plan QHSE
- La visite de site

NB : Ces critères sont détaillés à l'article 6.1 du RPAO.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante *en incluant le cas échéant les remises proposées.*

17. Nombre maximum de lots :

Le présent Appel d'Offre comprend 1 lot unique.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables soit au Service des Marchés Publics du MINEE Tél : 222 23 00 13 ou à la Direction de l'Électricité du MINEE B.P 70 Yaoundé, Tél. 222 22 61 83 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée de

s Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro Ou le Maître d'Ouvrage au numéro 222 23 00 13.

Yaoundé, le 14 mai 2028

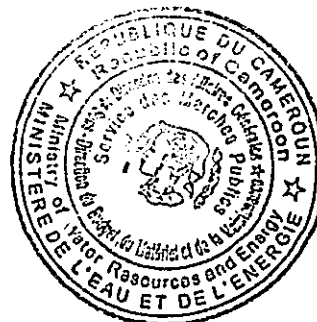
Ministre de l'Eau et de l'Énergie
(Maître d'Ouvrage)

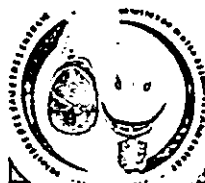


Eloundou Essomba Gaston

Copies :

- MINMAP (pour information) ;
- ARMP (pour publication) ;
- CIPM (pour information) ;
- DAG/MINE (pour affichage) ;
- Affichage chrono.





NOTICE OF OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
000.00000917 / AONO/MINEE/CIPM/2026 OF
FOR THE CONSTRUCTION OF THREE-PHASE ELECTRICAL NETWORKS ALONG
THE NTOLO – EKOHOK – NDOMBENG – MANENGOUMBA 2 – MANENGOUMBA 1
AXIS IN THE EBONE MUNICIPALITY, MOUNGO DIVISION, LITTORAL REGION. (IN
EMERGENCY PROCEDURE)

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the implementation program of the Electricity Sector Development Fund (FDSE), the Minister of Water and Energy is launching an Open National Call for Tenders for the construction of three-phase electrical networks along the Ntolo – Ekohok – Ndombeng – Manengoumba 2 – Manengoumba 1 axis in the Ebone Municipality, Moungo Division, Littoral Region.

2. Scope of Works

The scope of services covered by this tender is broken down as follows:

- Construction of the 3 x 34/54 mm² three-phase Medium Voltage (MV) network;
- Construction of a 3 x 34/54 mm² three-phase mixed network;
- H61 transformer substation;
- Construction of the three-phase Low Voltage (LV) network using 3x70 mm² + 2EP + NP pre-assembled cable;
- Miscellaneous services;
- Household connections.

3. Lots/Allotment

The works covered by this Call for Tenders shall be executed as a single (01) lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation, based on preliminary studies, is: Two Hundred and Thirteen Million One Hundred and Eighty-One Thousand Two Hundred and Sixty-Five (213,181,265) FCFA.

5. Estimated Execution Period

The maximum period stipulated by the Contracting Authority for the completion of the works covered by this tender is six (06) months.

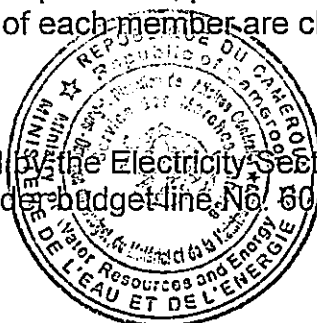
This period commences on the date of notification of the service order to begin the works.

6. Participation and Origin

Participation in this Call for Tenders is open to companies governed by Cameroonian law that possess proven experience in the supply and construction of electrical distribution infrastructure. Participation in the form of a consortium is permitted, provided that a lead member is designated and the specific responsibilities of each member are clearly defined.

7. Financing

The works covered by this call for tenders are financed by the Electricity Sector Development Fund (FDSE) for the 2026 fiscal year, under budget line No. 60 BO 341 0 25000001 0640 524112.



8. Submission Method

The submission method adopted for this consultation is exclusively online.

9. Bid Bond

Each bidder must include, with their administrative documents, a bid bond stamped at the current rate and duly signed. This bond must be issued by an entity or financial institution authorized by the Minister in charge of Finance to issue guarantees for public contracts—the list of which appears in Document 14 of the Tender Dossier—in the amount of Two Million (2,000,000) CFA Francs. It must be accompanied by the deposit receipt (CDEC) and remain valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity period. Failure to provide a bid bond issued by a first-rate bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry in charge of Finance to issue guarantees for public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted that does not pertain to the specific tender in question shall be deemed missing. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender File

The physical tender file may be consulted free of charge at the offices of the Ministry of Water and Energy—specifically the Department of General Affairs, Public Procurement Unit, 3rd Floor of Ministerial Building Tower No. 1, Office No. 3T12, P.O. Box 70 Yaoundé (Tel: 222 23 00 13)—during working hours and days, starting from the date of publication of this notice.

It may also be consulted online via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.armp.cm), or through any other electronic communication channel indicated by the Ministry of Water and Energy.

11. Acquisition of the Tender Dossier

The physical version of the dossier may be obtained from the Ministry of Water and Energy, Department of General Affairs, Public Procurement Service, 3rd Floor of Ministerial Building Tower No. 1, Office No. 3T12, P.O. Box 70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 13, upon publication of this notice and presentation of a receipt for the payment of a non-refundable sum of one hundred thousand (100,000) CFA Francs, payable to the Public Treasury.

Upon collecting the Tender Dossier, bidders must register by providing their full contact details (P.O. Box, Fax, e-mail, telephone, etc.).

It is also possible to obtain the electronic version of the dossier via free download at the addresses indicated above for the electronic version. However, electronic submission is conditional upon payment of the Tender Dossier purchase fee.

12. Submission of Bids

As the submission process is online, the bid drafted in French or English must be submitted by the bidder via the COLEPS platform no later than 05 AOUT 2026 at 10:00 AM sharp. A backup copy of the bid, saved on a USB flash drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "Backup Copy," in addition to the aforementioned details, within the prescribed deadlines.

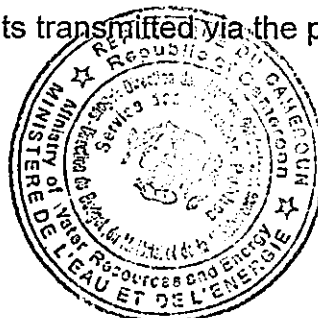
File size and format

For online submission, the maximum sizes for documents transmitted via the platform and constituting the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

Accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;



- JPEG for images. The candidate should use compression software to reduce the size of the files to be transmitted, if necessary.

13. Admissibility of Bids

The Contracting Authority shall deem the following bids inadmissible:

- Bids containing information revealing the bidder's identity;
- Bids received after the submission deadlines;
- Packages not complying with the submission method;
- Bids failing to identify the specific Tender.

Any bid that is incomplete according to the requirements of the Tender Dossier shall be declared inadmissible. In particular, failure to provide a bid bond issued by an entity or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue bonds for public contracts, or failure to adhere to the document templates provided in the Tender Dossier, shall result in the outright rejection of the bid without recourse. A bid bond submitted that does not pertain to the specific tender in question shall be considered missing. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be deemed inadmissible.

14. Bid Opening

Bid opening shall take place in a single session on 03 JUL 2025 at 11:00 a.m., conducted by the Procurement Commission of the Ministry of Water and Energy in Yaoundé (Mvog Ada, new annex building).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single, duly authorized person of their choice, even in the case of a joint venture.

To avoid rejection, the required administrative documents must be submitted as originals or as copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Tender Regulations. They must be dated within the last three (03) months or have been issued after the date the Call for Tenders notice was signed.

In the event that a document from the administrative file is missing or non-compliant at the time of the bid opening, the bidder is granted a 48-hour period by the Commission to provide the missing or compliant document; if this deadline is missed, the bid will be outright rejected.

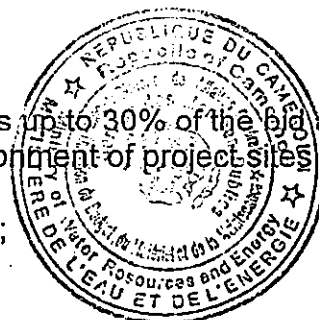
15. Evaluation criteria

15.1 Eliminatory criteria

- ✓ Absence or non-compliance of the bid bond at the time of bid opening;
- ✓ Absence or non-compliance of a copy of the bid bond deposit receipt issued by the CDEC;
- ✓ Failure to submit—within 48 hours of the bid opening—a document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of opening (except for the bid bond);

Failure to comply with the required bid file format;

- ✓ Absence of a backup copy in the event of a malfunction of the COLEPS platform;
- ✓ False declarations, fraudulent practices, or falsified documents;
- ✓ Technical score lower than 70% "Yes" (i.e., fewer than 10 out of 15 "Yes" responses);
- ✓ Lack of financial capacity greater than or equal to:
Sixty-three million (63,000,000) FCFA;
- ✓ Sworn statement regarding the pre-financing of works up to 30% of the bid amount;
- ✓ Absence of a sworn statement confirming no abandonment of project sites during the last three years;
- ✓ Absence of a quantified unit price in the financial bid;



- ✓ Absence of any element of the financial bid (the bid letter, the Unit Price Schedule [BPU], the Estimated Quantity Schedule [DQE]);
- ✓ Absence of the dated and signed integrity charter;
- ✓ Absence of the dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- ✓ CCAP (Special Administrative Conditions) and CCTP (Special Technical Conditions) initialed on every page, signed, and dated, bearing the mention "read and approved";
- ✓ Categorization certificate.

15.2. Essential criteria

The essential criteria for bidder qualification will focus, by way of indication, on:

- Presentation of the bid;
- The bidder's references;
- Staff qualifications and experience;
- Logistical resources;
- Methodology;
- QHSE plan;
- Site visit.

16. Award

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose offer meets the required technical and financial qualification criteria and is evaluated as the lowest-priced, including any proposed discounts.

17. Maximum number of lots:

This Invitation to Tender comprises a single lot.

18. Validity period of offers

Bidders shall remain bound by their offers for ninety (90) days from the initial deadline set for the submission of offers.

19. Additional information

Additional information may be obtained during working hours from the MINEE Public Procurement Service (Tel: 222 23 00 13), the MINEE Department of Electricity (P.O. Box 70 Yaoundé, Tel: 222 22 61 83), or online via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Combating corruption and malpractice

To report any practices, incidents, or acts of corruption or malpractice, please call CONAC at 1517; the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48; ARMP at; or the Contracting Authority at 222 23 00 13.

Yaoundé, the 11th of April 2026

The Minister of Water and Energy
(contracting authority)



G. Essomba Gaston
G. Essomba Gaston

Copies:

- MINMAP (for information);
- ARMP (for publication);
- CIPM (for information);
- DAG/MINEE (for posting);
- Chronological posting;